

# YÉMEN: Augmentation du nombre de victimes de mines



Photo: Adel Yahya/IRIN

Un enfant assis près d'un morceau d'obus dans le district de Mestaba HAJJAH, 19 avril 2012 (IRIN) - Les mines et autres restes explosifs de guerre (REG) ont fait 27 victimes et au moins 60 blessés au cours des deux derniers mois dans le gouvernorat de Hajjah, au nord-ouest du Yémen, selon un rapport du ministère de l'Intérieur publié le 14 avril. Nombre de blessés garderont une invalidité permanente.

Les enfants sont particulièrement vulnérables et la situation compromet le retour de milliers de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP), selon le gouverneur adjoint de Hajjah, Ismail Mahim.

« Étant donné le manque de cartes et d'experts en déminage, davantage d'enfants seront exposés à des risques élevés si les familles déplacées reviennent chez elles », a dit à IRIN Mohammed Rashid, spécialiste de la protection de l'enfance au Bureau des affaires sociales et du travail de Hajjah. « Nous craignons que les tragiques histoires d'enfants touchés par les mines à Saada [gouvernorat] ne se répètent à Hajjah ».

Mansour al-Azi, directeur du Programme national d'actions contre les mines (National Mine Action Programme, NMAP) du Yémen, a indiqué que des équipes chargées de mener des campagnes d'éducation sur les risques liés aux mines auraient dû être déployées cette semaine dans deux districts gravement touchés, Kuser et Mestaba, mais qu'aucune décision n'avait pas été prise, car « la situation est toujours instable ».

Kuser et Mestaba ont été le théâtre d'affrontements intermittents entre les combattants chiites du mouvement al-Houthi et des miliciens locaux armés, qui seraient des partisans du parti islamiste Islah. Quelque 600 personnes des deux camps auraient trouvé la mort depuis novembre 2011, selon les autorités locales.

En février, les deux parties en conflit ont conclu une trêve que des experts et journalistes locaux ont qualifiée de « fragile ». Pendant ce temps, les mines antipersonnel et REG continuent de mettre en danger la vie des populations civiles – et principalement des fermiers ou des éleveurs – et retardent le retour de milliers de PDIP.

Selon des estimations non officielles, au moins 3 000 mines antipersonnel ont été disséminées dans les districts de Kuser et Mestaba depuis le début des conflits religieux en novembre 2011, a indiqué le site Internet d'actualités indépendant local marebpress.net.

« Des mines antipersonnel ont même été placées à l'intérieur de cadavres. Le mois dernier, une mine antipersonnel placée dans un cadavre a explosé, tuant les cinq personnes qui transportaient le corps avant l'enterrement », a dit à IRIN Sheikh Yahya Qasim al-Saeedi, porte-parole d'une tribu du district de Kuser.

« Nous avons demandé la mise en œuvre d'actions de déminage et de campagnes d'éducation sur les risques afin de sauver les vies d'enfants innocents, mais nous n'avons reçu aucune réponse de la part des personnes concernées », a dit à IRIN Fawaz Felaitah, enseignant dans le district de Mestaba.

## Curiosité

Les enfants sont les plus vulnérables, car ils ont à la fois tendance à ne pas être conscients des dangers et à faire preuve de curiosité. Nombre d'entre eux confondent les REG avec des jouets ou les ramassent lorsqu'ils conduisent des troupeaux de moutons, a dit Ahmad al-Qurashi, président de l'organisation non gouvernementale (ONG) locale Seyaj Organization for Childhood Protection.

À l'hôpital de la ville de Hajjah, IRIN a rencontré Rahaf Hadi, une fillette de 8 ans originaire du district de Kuser, qui a été blessée le 12 avril dans une explosion non loin de sa maison et qui souffrait énormément. Ses deux frères aînés, Mushtaq et Abdu, ont été tués dans l'explosion, tandis que Rahaf a été gravement blessée au visage, au ventre, au dos et au bras gauche.

« Les analgésiques qu'elle prend cinq fois par jour ne font plus d'effet. Aucun signe de guérison pour l'instant ... Je ne peux ni dormir, ni manger quand je vois Rahaf souffrir », a dit à IRIN sa mère Aisha.

### **Le retour des PDIP entravé**

Une explosion a eu des conséquences directes sur le retour des PDIP.

En mars, sept personnes ont été tuées et 15 autres blessées après une explosion dans une maison du village de Hazah dans le district de Kuser. Mohammed al-Deashi, 40 ans, est l'une des victimes de cette explosion : il rentrait dans son village pour aller voir sa maison avant de rejoindre sa femme et ses enfants installés dans une école du district de Khair al-Muharaq dans le gouvernorat de Hajjah.

Mohammed al-Tam, un enquêteur du département de la Sécurité de Hajjah, a dit à IRIN que des centaines de PDIP du district de Khairan Muharaq avaient renoncé à rentrer chez elles suite à l'explosion.

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) indique que plus de 50 000 personnes ont été déplacées par un conflit religieux dans le Nord depuis novembre 2011.

Non loin de là, dans le gouvernorat de Saada, Abdulaziz Hanash, coordinateur pour les victimes de mines antipersonnel, aurait affirmé dans [un journal local](#) que plus de 2 000 personnes souffraient de handicaps après avoir été touchées par des mines et REG. « Personne ne parle de ces victimes ... Beaucoup de gens ont non seulement perdu leur maison, leur travail ou un parent, mais aussi un membre ou une aptitude ».

Selon le [Landmine and Cluster Munitions Monitor](#), le Yémen est touché par les mines antipersonnel et les munitions non explosées suite aux conflits qui ont débuté en 1962. La plupart des mines ont été disséminées dans les zones frontalières entre le nord et le sud du Yémen avant la réunification en 1990. En août 2008, tous les gouvernorats étaient touchés.

ay/eo/cb-mg-amz